

International

ÉTATS-UNIS – ISRAËL – IRAN : VERS UNE INTERNATIONALISATION DU CONFLIT ?

David Khalfa, Rachel Nakache

13/03/2026

Quels sont les ressorts profonds de la dynamique israélo-américano-iranienne, les risques d'internationalisation du conflit, et les implications régionales et mondiales d'une escalade inédite ? Un briefing avec la presse a permis de décrypter ces enjeux cruciaux, dans le sillage de la guerre des Douze-Jours de juin 2025 et face à une coalition américano-israélienne défiant Téhéran depuis quelques semaines.

En partenariat avec l'Atlantic Middle East Forum (AMEF) et l'Institute for National Security Studies (INSS), cet événement s'est tenu dans le cadre des activités de l'Observatoire de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient de la Fondation Jean-Jaurès. Structuré en deux panels, l'un sur la dynamique de guerre, l'autre sur ses perspectives géopolitiques, il était animé par David Khalfa, codirecteur de l'Observatoire. Ce briefing réservé à la presse et aux chercheurs fait l'objet du compte-rendu ci-dessous rédigé par Rachel Nakache, chargée de mission à la Fondation Jean-Jaurès.

Retrouvez le briefing en audio :

L'équation stratégique iranienne

La continuité du pouvoir comme atout majeur

Sima Shine, ancienne directrice du programme de recherche sur l'Iran et l'axe chiite de l'INSS et ancienne cheffe de la division Recherche et évaluation du Mossad, rappelle que la stratégie de guerre iranienne était en grande partie planifiée et partiellement rendue publique avant même le déclenchement du conflit, et qu'elle repose sur trois piliers, dont le premier est la continuité du système. Anticipant des frappes contre des responsables de haut rang, les autorités iraniennes avaient annoncé qu'elles désigneraient deux ou trois successeurs potentiels pour chaque poste

stratégique, afin que l'assassinat ou la mort de l'un d'eux ne compromette pas la chaîne de commandement.

Cette logique a effectivement été testée et validée pendant la guerre : le chef du Corps des Gardiens de la révolution islamique (ci-après CGRI), Mohammad Pakpour, a été assassiné au tout début de la campagne, mais son adjoint, Ahmad Vahidi, a été nommé dans les douze heures, assurant une transition sans heurts.

La seule faille dans cette préparation concernait la succession du Guide suprême, Ali Khamenei. Deux éléments sont soulignés. D'abord, le fils de Khamenei, Mojtaba, semble avoir été touché lors d'une attaque ; depuis, il n'est plus apparu publiquement, même après sa nomination, ce qui nourrit l'hypothèse d'une blessure ou d'une volonté de se soustraire à la visibilité pour éviter d'être une cible. Ensuite, sa désignation n'est pas une surprise, puisqu'il était présenté depuis plusieurs années comme le favori, mais elle rompt avec la tradition de la République islamique et constitue seulement la deuxième succession familiale depuis Khomeini, alors même que ce dernier insistait dans ses écrits sur le refus d'un mécanisme héréditaire de type monarchique.

Mojtaba Khamenei n'est pas un religieux de haut rang, mais il entretient depuis une vingtaine d'années des liens étroits avec le CGRI, accompagnant son père dans toutes ses réunions avec les institutions de sécurité et jouant un rôle d'intermédiaire clé entre le Guide et le corps révolutionnaire. Sa nomination ne faisait pas consensus, mais la majorité acquise au CGRI et son poids politique ont permis son approbation, et Sima Shine anticipe non pas une modération, mais au contraire une radicalisation de la ligne, en raison de ces liens organiques avec le CGRI et du rôle de Mojtaba Khamenei dans la répression interne depuis 2019, qui lui a d'ailleurs valu des sanctions américaines.

Le Golfe comme second front : cibler les intérêts stratégiques américains

Le deuxième pilier de la stratégie iranienne concerne le Golfe et la présence militaire américaine. Téhéran a clairement indiqué qu'il réagirait non seulement contre Israël, mais aussi contre les forces américaines et les intérêts occidentaux dans la région du Golfe, au-delà des seules installations militaires.

Avant la guerre, tous les États du Golfe avaient affirmé qu'aucune opération offensive américaine contre l'Iran ne serait autorisée depuis leur territoire, incitant Washington à évacuer l'essentiel de son personnel, tout en laissant sur place des capacités de défense et des systèmes de missiles. Ce qui distingue la phase actuelle de la stratégie déclarée initialement, c'est l'extension des frappes

iraniennes aux infrastructures civiles et énergétiques des États du Golfe. En effet, Oman n'a été visé qu'une fois, mais les Émirats arabes unis ont été particulièrement ciblés en raison de leurs relations avec Israël, de même que le Qatar, le Koweït et l'Arabie saoudite, dont certains aéroports internationaux et installations pétrolières et gazières ont été partiellement fermés, avec un impact sur le trafic et une menace directe sur le transit maritime *via* le détroit d'Ormuz.

Parallèlement, l'Iran semble également viser l'Azerbaïdjan, principalement par des frappes de drones sur les pipelines, afin de démontrer sa capacité à interrompre la production et le transport de pétrole et de gaz, y compris les oléoducs et gazoducs reliant Bakou à la Turquie.

L'usure, arme maîtresse iranienne

Le troisième pilier de la stratégie iranienne repose sur la maîtrise du *tempo* et sur la durée du conflit. En affirmant avant même le début de la guerre que Téhéran déciderait lui-même du moment où les hostilités prendraient fin, la République islamique a cherché à inverser le schéma de 2025, lorsque l'arrêt des combats lui avait été imposé de l'extérieur. Cette logique d'attrition s'inspire de plusieurs précédents historiques dans la doctrine militaire iranienne : la guerre Iran-Irak (1980-1988), où la durée fut instrumentalisée comme levier politique, et la stratégie du Hezbollah face à Israël en 2006. La prolongation du conflit n'est donc pas un « échec du contrôle », mais un choix délibéré servant à démontrer la capacité de Téhéran à absorber les chocs.

Les déclarations d'Ali Larijani et de Mohammad-Bagher Ghalibaf confirment cette approche. Leur refus affiché de tout cessez-le-feu immédiat traduit une volonté de punir les « agresseurs » et d'établir une dissuasion par la douleur : montrer que toute attaque contre l'Iran se paie sur le long terme. Dans la pratique, cela se traduit par une série de frappes rythmées, menées à intervalles irréguliers mais suffisamment fréquents pour perturber la vie quotidienne israélienne, provoquer des alertes massives et maintenir une pression psychologique constante.

Le calcul iranien repose sur un équilibre fragile entre intensité et endurance. D'une part, les capacités balistiques et les stocks de missiles restent limités, tout comme le nombre de plateformes de lancement sécurisées après les frappes israéliennes. D'autre part, une intensification excessive risquerait d'entraîner une riposte élargie de la coalition américano-israélienne.

Le précédent de la guerre Iran-Irak invite à s'interroger sur une possible stratégie offensive de Téhéran au-delà de la simple défense de ses infrastructures, ainsi que sur le risque d'un scénario de type « Liban 1983 » avec des interventions internationales et des attentats.

Sima Shine juge que la comparaison avec la guerre de huit ans contre l'Irak est peu pertinente : le contexte politique et social iranien a radicalement changé. À l'époque, la révolution était récente, l'enthousiasme populaire pour le régime très élevé, et la configuration du *leadership* très différente de celle d'aujourd'hui ; la situation actuelle de l'État iranien est marquée par un essoufflement et une contestation beaucoup plus prononcée. Elle rappelle qu'avant la guerre, un débat interne opposait une ligne prônant la négociation et le compromis pour éviter l'affrontement à une ligne partisane de la « résistance » comme unique voie possible ; elle n'anticipe pas de chute du régime pendant la guerre, même si des événements inattendus ne peuvent jamais être totalement exclus. En revanche, elle estime que les effets de la guerre se manifesteront surtout dans la période post-conflit, en modifiant durablement la société, le *leadership* et les rapports de force internes entre les différentes factions du régime.

Ofer Shelah, directeur du programme de recherche sur la sécurité nationale à l'INSS, ancien chef du Comité chargé de la stratégie de sécurité au sein de la commission des Affaires étrangères et de la Défense de la Knesset, partage l'idée que la guerre ne produira probablement pas de résultat décisif et permanent, constat récurrent dans de nombreux conflits récents. Il insiste sur le fait qu'à ses yeux, le « ring of fire » iranien autour d'Israël est désormais brisé et que la configuration régionale a déjà changé, même si la campagne devait s'arrêter immédiatement sur décision de Trump. Si Khamenei se présentait encore en 2023 comme le *leader* d'une puissance montante de l'Est face à un Occident en déclin, l'Iran ne se retrouvera plus dans la même position relative après cette campagne. Ofer Shelah demeure prudent : rien n'est permanent et l'on ne sait pas quelle stratégie ou vision du monde l'Iran adoptera à long terme, mais certains effets, tels que l'affaiblissement du « ring of fire » ou la pression interne accrue sur le régime, sont déjà à l'œuvre.

La bataille intérieure du régime iranien

La dimension intérieure du conflit constitue également un facteur central dans la stratégie de Téhéran. Comme le souligne Sima Shine, la confrontation actuelle ne vise pas uniquement des objectifs militaires, mais aussi la guerre psychologique et politique. Les déclarations conjointes de Donald Trump et de Benjamin Netanyahu ont clairement posé cette dimension : il ne s'agirait pas de renverser directement le régime, mais de favoriser les conditions d'une révolte interne, en affaiblissant la confiance du peuple iranien dans ses dirigeants.

Le régime est donc extrêmement attentif aux réactions de la population : il multiplie la présence militaire et policière dans les rues, procède à des arrestations rapides en cas de suspicion de collaboration avec l'ennemi et renforce les mesures de contrôle.

Malgré quelques manifestations sporadiques – cris et slogans lancés depuis les toits ou les fenêtres –, la population n’est pas descendue massivement dans la rue, vraisemblablement en raison de la crainte des représailles et du contexte de guerre.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

La perspective israélienne sur la conduite de la guerre

Le soutien populaire israélien face à la menace iranienne

Ofer Shelah analyse la durée de la guerre sous l’angle israélien, mettant en lumière un paradoxe : si la guerre n’est pas forcément « populaire » au sens enthousiaste du terme, elle bénéficie en revanche d’un très large soutien au sein de l’opinion publique. Un sondage réalisé immédiatement après le début des hostilités révélait un soutien écrasant, avec près d’un quart des personnes interrogées espérant un renversement du régime iranien, bien que ni Trump ni Netanyahu n’en aient fait un objectif explicite.

Ce large ralliement s’explique par une continuité traumatique de près de deux ans et demi d’affrontements depuis le 7 octobre 2023. La société israélienne vit sous un régime d’alerte permanente : roquettes, drones, sirènes, abris. L’Iran, désigné depuis vingt ans comme la source structurelle de la menace régionale, incarne la tête de l’« axe de l’animosité » autour d’Israël. Après l’affaiblissement du Hezbollah et la disparition d’Assad de la scène syrienne, l’opinion perçoit ce moment comme une opportunité historique : le moment est venu de frapper directement la « tête du serpent », là où se cristallisent les menaces multiples.

Le rôle déterminant du président Trump dans la durée de la campagne militaire

Dès l’entame, Ofer Shelah souligne une réalité stratégique majeure : la durée effective de la guerre ne se décide pas à Jérusalem, mais à Washington. Le président des États-Unis conserve la prérogative ultime d’interrompre les opérations, une dynamique illustrée par l’épisode de juin 2025.

Après douze jours de combats, une intervention américaine avait alors stoppé net une séquence d'opérations qui n'avait pas été coordonnée en amont : les États-Unis avaient d'abord neutralisé des cibles sensibles, Israël avait suivi avec une cinquantaine d'avions en riposte, avant que Donald Trump, depuis la pelouse de la Maison-Blanche, explique qu'« ils se battent depuis trop longtemps » et qu'« ils ne savent plus ce qu'ils font ».

Dès lors, la dynamique perçue à Jérusalem est la suivante : Israël pousse les opérations « au maximum de ses capacités », tandis que Trump se garde la prérogative de décider du moment où il faut arrêter. Cette équation crée une tension structurelle entre deux pôles. D'un côté, les échelons opérationnels (l'armée et une frange du *leadership* politique autour de Netanyahu) plaident pour plus de temps et de ressources afin d'atteindre leurs objectifs. De l'autre, le décideur américain se réserve une marge de manœuvre politique, calibrant l'engagement en fonction de ses priorités domestiques et régionales.

Une coordination militaire israélo-américaine d'une intensité sans précédent

Ofer Shelah met en lumière l'ampleur inédite de la coordination militaire israélo-américaine, dépassant toutes les alliances opérationnelles antérieures. Selon lui, la transparence est totale sur leurs intentions réciproques : chaque partie sait précisément où l'autre va frapper, comment éviter toute interférence, comment assurer la défense mutuelle et quels renseignements partager. Cela envoie un signal très fort à l'ensemble du Moyen-Orient et dépasse même le niveau de coopération observé lors de la crise de Suez en 1956 avec la Grande-Bretagne et la France.

À court terme, cette synergie dégrade fortement les capacités iraniennes et affaiblit le régime, qui, même s'il survit, sera confronté à des problèmes internes d'ordre économique et politique, limitant son agressivité régionale.

Ofer Shelah reste toutefois mesuré sur l'hypothèse d'un « plan final » de renversement de régime, estimant que, pour l'instant, la stratégie israélienne repose sur un calcul implicite : l'opération se poursuivra tant que Washington l'estimera utile, mais pourrait être arrêtée par Donald Trump si l'effondrement du régime iranien devenait une perspective incontrôlable.

En outre, l'industrie de défense iranienne suscite des interrogations sur le nombre d'usines, en particulier celles dédiées aux missiles et aux drones, ainsi que sur les raisons pour lesquelles ces installations ne semblent pas davantage ciblées par les frappes israélo-américaines.

Sima Shine considère qu'il s'agit clairement d'un choix opérationnel conjointement délibéré des Américains et Israéliens, même si l'on ne sait pas précisément quels sites ont été touchés tant l'information reste parcellaire. Selon la répartition des rôles, Israël se concentre sur certaines parties de l'infrastructure industrielle des missiles et des lanceurs, principalement à l'ouest et au nord de l'Iran, tandis que les États-Unis opèrent davantage dans le sud. Elle note que des destructions importantes ont déjà eu lieu. Si certains chiffres avancés publiquement, comme les « 90 % » évoqués par Trump, paraissent surestimés, les dommages infligés aux lanceurs, aux missiles et aux usines restent néanmoins jugés très importants. Le fait que l'Iran continue de lancer des missiles prouve toutefois qu'il dispose encore de stocks et de moyens de tir ; la faible intensité des salves peut s'expliquer par une pénurie relative, par la volonté de préserver des capacités pour l'avenir, ou par une stratégie de long terme visant à rationner ses ressources. Sima Shine souligne aussi qu'Israël cherche à frapper les lanceurs au moment exact du tir, afin de les neutraliser immédiatement une fois repérés, ce qui confirme la poursuite active de la campagne contre le programme de missiles à tous les niveaux.

Ofer Shelah ajoute que les capacités américaines jouent un rôle de « multiplicateur » des capacités israéliennes, en particulier grâce à l'usage de missiles de croisière ou balistiques sans déploiement massif de chasseurs-bombardiers. Cela confère à la campagne un caractère beaucoup plus « industriel » que lors de la guerre des Douze-Jours. Il souligne cependant la forte capacité de reconstruction de l'Iran entre juin dernier et aujourd'hui, et insiste sur le fait que, si des dommages considérables ont été infligés à l'industrie de défense, rien ne garantit que l'Iran pourra se rééquiper et reconstruire rapidement après la campagne.

Nicole Grajewski, professeure au Centre de recherches internationales (Ceri) de Sciences Po, précise les différents sites ciblés : le complexe de Kashmar, dédié à la recherche et développement ainsi qu'aux propulseurs solides et liquides, a été neutralisé dès les premières phases de la guerre. Parchin apparaît quasi totalement détruit selon les images satellitaires. Quant à Shahru, à l'est de Téhéran et partiellement endommagé lors de la guerre des Douze-Jours, ses chaînes de production de missiles balistiques ont été à nouveau sévèrement dégradées lors de la nuit du 9 mars 2026. D'autres frappes concernent diverses organisations de l'industrie aérospatiale iranienne impliquées dans la fabrication de drones, UAV et missiles ; cependant, la production de drones est plus difficile à neutraliser, car elle peut être dispersée dans des usines civiles, avec une signature industrielle plus faible, ce qui rend la localisation exhaustive de ces sites plus complexe. Le véritable goulet d'étranglement réside sans doute moins dans le nombre de missiles ou de drones disponibles que dans la quantité limitée de lanceurs, contrainte qui pèse directement sur la capacité de tir iranienne, y compris lors d'attaques menées contre les Émirats arabes unis. Nicole Grajewski conclut que l'industrie de défense iranienne est sous forte pression et ne retrouvera pas

rapidement son niveau d'avant-guerre en matière de missiles balistiques, même si la production de drones devrait se reconstituer plus aisément.

Par ailleurs, la vulnérabilité des installations de dessalement d'eau constitue une préoccupation majeure pour tous les acteurs régionaux, y compris l'Iran lui-même, en cas de frappes ciblées sur ces infrastructures vitales.

Ofer Shelah précise qu'à sa connaissance, Israël n'a pas frappé d'usine de dessalement en Iran, tandis que les Iraniens ont, en revanche, ciblé ce type d'infrastructures dans d'autres pays. Plus largement, il réaffirme que, bien que la campagne soit conjointe avec les États-Unis, l'attention internationale reste centrée sur Washington, et que la décision de poursuivre ou d'interrompre l'opération en Iran revient en dernier ressort au président américain.

Du point de vue israélien, la priorité reste de cibler les capacités iraniennes, considérées depuis deux décennies comme la source principale de l'agression contre Israël et comme le cœur d'une menace régionale majeure. Tout affaiblissement du régime ou de ses capacités est donc perçu comme un gain stratégique de court terme. Ce qui se joue dans les États du Golfe (Émirats, Arabie saoudite, Qatar, etc.) affecte le déroulement de la guerre et les bénéfices qu'Israël peut en tirer, mais n'entre pas, *stricto sensu*, dans l'équation israélienne immédiate.

Le front libanais : à la recherche d'un nouvel équilibre stratégique au nord d'Israël

Ofer Shelah aborde enfin le front libanais, où le Hezbollah, dirigé par Naim Qassem, participe aux côtés de l'Iran dans la campagne actuelle. Israël mène en parallèle des opérations ciblées visant à améliorer la sécurité au nord, une priorité vitale après des années d'instabilité. Malgré les dommages sévères subis lors des confrontations de l'été 2024, le Hezbollah conserve des capacités militaro-balistiques qui demeurent parfois plus menaçantes que celles de l'Iran.

L'enjeu stratégique pour Israël est majeur : établir un équilibre sécuritaire durable au nord, sans rééditer l'enlisement vécu dans le Sud-Liban entre 1985 et 2000. Ce front complémentaire renforce la logique d'ensemble : affaiblir l'« axe de la résistance » à tous ses maillons, du cœur stratégique (Téhéran) aux points opérationnels périphériques.

L'ombre de Moscou, le spectre du nucléaire

Le partenariat russo-iranien de renseignement : vers une redéfinition des réponses militaires de Téhéran

Nicole Grajewski ouvre la dimension russe en s'appuyant sur des révélations récentes du *Washington Post*, montrant un partage actif de renseignements et de capacités de ciblage entre Moscou et Téhéran. Ces informations confirment des indices accumulés dès la guerre des Douze-Jours : la Russie aurait alors fourni des technologies de contre-surveillance permettant à l'Iran de repositionner ses forces hors de portée du suivi américain.

Ce flux de renseignements impacte directement les choix tactiques iraniens dans le Golfe. Contrairement aux opérations antérieures (*True Promise 1*, *True Promise 2* ou la guerre des Douze-Jours), qui visaient surtout des cibles symboliques comme des aéroports ou parfois des sites civils, Téhéran affine désormais ses frappes. Les attaques récentes visent avec précision des installations radar temporaires au Bahreïn, au Koweït ou en Arabie saoudite, combinant drones et missiles pour une efficacité chirurgicale.

Parallèlement, l'Iran a sans doute tiré des enseignements de la guerre en Ukraine en observant les campagnes russes associant drones et missiles. Une fois le conflit terminé, il sera important d'analyser si les missiles iraniens Shahab intègrent des améliorations inspirées des versions russes, par exemple au niveau des antennes ou des systèmes de navigation, ce qui témoignerait d'un degré de coopération technico-militaire plus profond. Nicole Grajewski tempère néanmoins : Moscou, enlisé en Ukraine, refuse tout engagement direct. Son aide se limite à un soutien en renseignement, surveillance et espace, ce qui suffit à apaiser certaines critiques iraniennes postérieures à la guerre des Douze-Jours, lorsque Téhéran reprochait à Moscou de ne pas l'avoir suffisamment soutenu.

Par ailleurs, il convient d'examiner l'hypothèse d'un marchandage sino-russe, dans lequel Trump demanderait à Moscou de cesser son soutien en renseignement à Téhéran en échange d'un allègement des sanctions américaines. Nicole Grajewski juge ce scénario peu probable, en raison du niveau relatif et limité du soutien russe à l'Iran : cela inclut l'imagerie, le renseignement radar et les capacités de renseignement électronique, mais pas un soutien transformateur comparable à ce que les États-Unis fournissent à l'Ukraine. Selon elle, cela ne justifierait pas pour l'administration Trump un marchandage majeur sur les sanctions, d'autant que ce dossier ne semble pas figurer parmi ses priorités, même si la présidence reste par définition imprévisible. Ce partage de renseignement reste inquiétant, car il peut accroître la vulnérabilité des troupes américaines, mais

il ne bouleverse pas fondamentalement la manière dont l'Iran conduit ses opérations militaires et correspond plutôt à un niveau de coopération que la Russie entretient déjà avec d'autres partenaires comme la Chine. Nicole Grajewski conclut qu'elle ne voit pas ce levier devenir, en l'état, un véritable outil de négociation susceptible de lever les sanctions, tout en admettant que Trump change fréquemment de position.

Les calculs de Moscou

Nicole Grajewski décrypte les intérêts stratégiques russes dans la durée du conflit. Ils servent avant tout les priorités économiques et géopolitiques de Moscou, tout en détournant l'attention internationale d'autres théâtres de crise. Moscou n'a aucun intérêt à la chute du régime iranien et fera ce qu'il peut pour l'éviter, sans pour autant modifier radicalement sa politique, sauf en cas d'extension du conflit à une campagne terrestre de longue durée.

Un appel téléphonique d'une heure entre Poutine et Trump, le 9 mars dernier, confirme cette posture équilibrée. L'Iran figurait en tête des sujets. Nicole Grajewski voit là un signal : la Russie pourrait exercer une pression discrète sur Téhéran pour un cessez-le-feu, en échange de garanties sur son influence régionale. Pourtant, impliquer excessivement Moscou serait risqué : ses priorités divergent. Le régime iranien protège ses bases en Syrie et son corridor chiite ; un effondrement à Téhéran ouvrirait la porte à une recomposition pro-occidentale du Moyen-Orient, préjudiciable aux intérêts russes à long terme.

La guerre des Douze-Jours et ses retombées décisives sur le programme nucléaire

Sur le plan nucléaire, Nicole Grajewski rappelle l'efficacité tactique de la guerre des Douze-Jours, qui a permis de détruire une grande partie du programme nucléaire iranien, sans pour autant empêcher Téhéran de poursuivre ses ambitions nucléaires. Les installations liées à la métallurgie de l'uranium et à la fabrication de combustibles ont été frappées. Cependant, certaines composantes de centrifugeuses échappent toujours à la supervision, et l'uranium hautement enrichi (HEU) d'Esfahan n'a pas été touché, la structure du site limitant l'efficacité des bombes pénétrantes. Cette lacune alimente les spéculations sur une phase opérationnelle suivante : des raids de commandos pour sécuriser cet HEU critique, susceptible d'alimenter plusieurs armes nucléaires. Si les forces américaines disposent d'unités spécialisées dans la gestion des matières fissiles et le désarmement nucléaire, la nature exacte de l'opération reste indéterminée, même si la question de l'HEU à Esfahan pourrait devenir centrale dans les semaines à venir et que l'administration Trump semble, à ce stade, réfléchir à une opération terrestre pour récupérer ce

stock.

L'internationalisation du conflit et ses ondes de choc régionales

Vers une guerre régionale à dimension euro-atlantique

Gallia Lindenstrauss, chercheuse à l'INSS, souligne d'emblée que le conflit a désormais clairement pris une dimension régionale, impliquant la majorité des États du Moyen-Orient. L'Iran, par ses salves de missiles et drones, a directement visé les pays du Golfe (Arabie saoudite, Émirats, Bahreïn), transformant une guerre israélo-iranienne en embrasement quasi généralisé. Cette escalade dépasse le cadre bilatéral antérieur, impliquant les bases militaires, les infrastructures pétrolières et les routes maritimes stratégiques.

L'internationalisation euro-atlantique devient tangible : Chypre, état membre de l'Union européenne (UE), subit des attaques directes, tout comme deux alliés de l'OTAN, la Turquie et le Royaume-Uni via sa base souveraine d'Akrotiri. Ce franchissement des seuils alliés marque une rupture avec la guerre des Douze-Jours, confinée à la dualité Israël-Iran.

Face à cela, la solidarité européenne s'organise rapidement : Macron et Mitsotakis effectuent une visite conjointe à Chypre, suivie du déploiement des frégates et avions de combat français, italiens et helléniques. La déclaration de Macron selon laquelle « quand Chypre est attaquée, c'est l'Europe qui est attaquée » résonne comme un pivot politique, activant l'article 42.7 du Traité sur l'Union européenne. Les mécanismes d'interception de l'OTAN ont bien fonctionné en Turquie. Un système Patriot doit être déployé dans la région de Malatya pour protéger le radar OTAN, ce qui souligne le caractère déjà très concret de l'implication euro-atlantique.

Ankara dans l'incertitude : entre retenue diplomatique, menaces sécuritaires et chocs économiques

La Turquie a réagi au renforcement occidental à Chypre en envoyant six F-16, un geste militaire symbolique. Cette action reste relative, puisque Ankara dispose déjà de milliers de soldats et d'une base de drones dans le nord de l'île. Pour les autorités turques, cette guerre n'était pas souhaitée. Elles avaient multiplié les efforts diplomatiques pour la prévenir, révélant autant les limites du système international que celles de la politique d'Erdogan.

Les attaques iraniennes contre la Turquie ont été minimisées dans le discours officiel, probablement pour éviter que le pays ne soit davantage entraîné dans le conflit et pour contenir les

inquiétudes internes. Gallia Lindenstrauss identifie quatre préoccupations majeures pour Ankara.

D'abord, une déstabilisation profonde à Téhéran risque de déclencher une vague de réfugiés iraniens sans précédent vers la frontière turque. Ankara craint un scénario à l'identique de la crise du Golfe, avec des plans d'urgence incluant une zone tampon en territoire iranien pour contenir les flux. Ensuite, des rumeurs persistantes évoquent un encouragement américain aux Kurdes iraniens depuis le Kurdistan irakien. Pour la Turquie, toute velléité d'autonomie kurde à Téhéran constitue une « ligne rouge ». En outre, la Turquie importe les deux tiers de son énergie, dont une partie en provenance de l'Iran. Avec une inflation atteignant 32% en février 2026, la flambée des cours mondiaux pèserait lourdement sur l'économie et le pouvoir d'achat. Enfin, un discours interne se développe en Turquie selon lequel Israël aurait poussé Trump à l'escalade, et qu'un changement de régime à Téhéran pourrait amener au pouvoir un gouvernement pro-Israélien susceptible de menacer directement les intérêts turcs.

Minorités du Caucase et tensions ethniques : Azerbaïdjan, Azéris et question kurde

Lors d'un échange avec les participants, Gallia Lindenstrauss analyse l'articulation entre la minorité azérie d'Iran et la coopération israélo-azerbaïdjanaise. Elle évoque également la résurgence potentielle de la question kurde comme levier stratégique contre Téhéran.

Les Azéris constituent la première minorité ethnique non persane d'Iran, représentant 16% à 25% de la population iranienne. Bien intégrés historiquement, ils ne promettent pas de soulèvement massif malgré l'impopularité du régime.

L'axe Israël-Azerbaïdjan, quant à lui, s'inscrit dans une coopération ancienne et opérationnelle, où l'Iran accuse depuis des années Bakou de collusion avec Israël. Dans ce contexte, l'attaque de l'Iran contre l'Azerbaïdjan, notamment l'enclave vulnérable de Nakhchivan avec le bombardement de son aéroport et d'une de ses routes de ravitaillement, apparaît comme une erreur stratégique. Elle pourrait inciter Bakou à s'engager davantage dans le conflit, ce qui, à terme, bénéficierait aux États-Unis et à Israël.

Cette situation crée aussi des dilemmes pour la Turquie : si l'Azerbaïdjan adopte une posture plus offensive, Ankara doit-il suivre son allié dans cette escalade ? Pour l'instant, la solution privilégiée consiste à minimiser l'incident. Les autorités contestent même que l'Iran ait réellement ciblé l'Azerbaïdjan, évoquant un possible « false flag ».

Gallia Lindenstrauss rappelle que la stratégie iranienne vise à impliquer le plus grand nombre possible d'acteurs régionaux, afin d'augmenter le coût politique et sécuritaire pour chacun. Dans cette logique, l'attaque contre l'Azerbaïdjan n'a donc rien de surprenant.

Interrogée à nouveau sur la question kurde et la possibilité qu'elle « resurgisse » comme levier majeur contre le régime iranien, Gallia Lindenstrauss exprime un certain scepticisme. Elle rappelle que cette option a été très largement exposée dans le débat public, ce qui en révèle aussi les limites. Les Kurdes iraniens ne représentent, en termes militaires, que quelques milliers de combattants, bien loin d'une force capable de renverser le régime à eux seuls.

L'idée avancée par certains serait de provoquer une instabilité à l'ouest de l'Iran, afin de forcer le régime à y redéployer des forces au détriment du centre du pays, favorisant ainsi une insurrection populaire plus large. Mais, selon Gallia Lindenstrauss, il ne s'agirait que d'un outil parmi d'autres, et certainement pas du principal levier de déstabilisation. Elle note qu'une revendication d'autonomie kurde pourrait être perçue par une partie de la société iranienne comme une tentative de « déchirer » le pays, limitant ainsi drastiquement son soutien populaire.

Par ailleurs, l'Iran exerce une pression soutenue sur l'autonomie kurde en Irak du Nord, entretenant des relations étroites avec le PUK et bombardant cette région, y compris des hôtels, et pas seulement des installations américaines. L'objectif est de dissuader les Kurdes irakiens et de réduire les marges de manœuvre des Kurdes iraniens, dont beaucoup se réfugient dans le nord de l'Irak.

Gallia Lindenstrauss conclut qu'elle ne voit pas, à ce stade, d'éléments permettant d'anticiper un basculement majeur du rapport de force contre le régime iranien sur le seul front kurde. Néanmoins, cette question restera un point de tension important dans la recomposition régionale post-conflit.